

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 78 (1990)

Heft: 6-7

Artikel: Est-Ouest : deux histoires, un avenir

Autor: tb

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-279406>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

FS – Dans quel esprit avez-vous participé à la «révolution d'octobre» ?

P.W. – Nous étions là pour attester de notre volonté de prendre une part active aux changements de notre société. De plus, il nous a semblé primordial de nous constituer en mouvement afin de pouvoir influencer sur l'évolution de notre pays et de ne pas être une fois de plus «les laissées pour compte de l'Histoire».

FS – Comment les choses se sont-elles déroulées ?

P.W. – C'est avec la création de Lilo Offensive en octobre que tout a commencé. Mais il faut signaler d'emblée que d'autres groupes de femmes se sont créés un peu partout. Et c'est pour mettre nos forces en commun que Lilo Offensive invita toutes ces femmes à la Volksbühne de Berlin-Est le 3 décembre dernier.

A notre grande surprise, nous nous sommes retrouvées près de 1200 femmes. Nous avons créé ainsi cette Fédération autonome des femmes (UFV). Nous avons rapidement établi les lignes principales de notre programme et nous avons surtout décidé de participer aux travaux de la table ronde chargée d'établir par des propositions la nouvelle politique de la RDA. Sans parler du choix de nous présenter aux élections du mois de mars dernier.

FS – Mais si l'on admet la situation privilégiée des femmes dans votre société, qu'est-ce qui justifie un regroupement féministe ?

K.B. – Je pense que vous jugez de façon superficielle notre situation. Le SED pense avoir résolu la question femme en les faisant participer au système de production. Mais il ne faut pas se leurrer, 75% des femmes qui travaillent sont cantonnées dans des secteurs dits féminins, donc moins bien rémunérés que les travaux dits masculins. Seulement 20% se trouvent dans des postes de direction.

Nous bénéficions effectivement d'une infrastructure qui rend compatible le travail et la procréation. Mais cette politique qui considère la femme comme «mère de famille active» ne fait que conforter les stéréotypes sexuels et désigne la femme comme seule responsable de la sphère privée. Cela a pour conséquence la déresponsabilisation de l'homme quant aux partages des tâches domestiques et parentales. Le paragraphe 153 nous permet l'avortement, mais avec l'unification prochaine, pour combien de temps encore ?

FS – Peut-on dire que ce sont les événements actuels qui justifient tout particulièrement votre regroupement ?

K.B. – Bien sûr, car bien que nous dénoncions les imperfections de la politique de la RDA à notre égard, nous sommes conscientes qu'avec l'arrivée de la droite au pouvoir, il va s'agir dans un premier temps de conserver les acquis.

Le problème de l'avortement est symptomatique : nous craignons que l'Ouest ne puisse nous imposer ses vues à ce sujet-là. Mais au-delà de cet aspect défensif, nous avons pour exigence de participer en tant



Unabhängiger Frauenverband

que femmes au processus de démocratisation de la RDA. Nous nous sommes présentées aux élections du 18 mars 1989 parce que la problématique féministe ne se trouvait pas dans la plupart des programmes des autres partis.

De plus, nous considérons que la restructuration d'un pays sans la participation des femmes n'est tout simplement pas démocratique.

La rapide politisation de nombreuses femmes est d'ailleurs un signe à cet égard.

FS – Quels sont vos projets immédiats, vos revendications ?

P.W. – Nous proposons à la table ronde l'instauration d'un ministère de l'égalité pour le prochain gouvernement. Il sera chargé de contrôler l'impact de toutes les lois sur la situation de la femme, quel que soit le secteur dans lequel elles sont édictées. Il devra bien sûr promouvoir l'égalité dans tous les secteurs de la société.

De façon plus générale, nous proposons un projet de société qui prend en compte tous les aspects de celle-ci, car se dire féministe ne veut pas dire s'occuper seulement de la problématique femme. Il est également temps que l'on comprenne que les problèmes dits «de femmes» sont ceux de la société tout entière.

FS – Pouvez-vous préciser quelques-unes de vos revendications ?

P.W. – Nous voulons une économie de marché qui soit contrôlée démocratiquement afin que ses conséquences sociales et écologiques soient supportables. Nous ne voulons pas que les changements de la structure économique se fassent sur le dos des femmes.

Sur le plan politique, les quotas doivent être introduits afin que les femmes puissent défendre leurs intérêts.

Tania Buri ►

Est-Ouest : deux histoires, un avenir

Les femmes du Parti alternatif de Berlin-Ouest ont travaillé avec celles de l'UFV pour préparer les élections du 18 mars. J'ai demandé à Vera Vordenbaumen, responsable des relations Ouest-Est de ce parti pour la question des femmes, de me raconter comment cela s'est fait.

V.V. – Dès le mois d'octobre, nous avons installé à Berlin-Est un bureau de solidarité. Nous avons surtout amené une aide matérielle toute simple ; elles avaient besoin de photocopieuses, de machines à écrire, de lieux où se faire imprimer. Nous leur avons aussi expliqué le fonctionnement des structures de l'Ouest ainsi que la teneur de nos débats féministes.

FS – Ont-elles accepté ce que l'on doit malgré tout appeler une aide ?

V.V. – Cela ne s'est pas passé sans tensions, car malgré la rapidité des événements, nous devons les laisser se structurer elles-mêmes. Elles doivent de plus poser leur propre type de réflexion féministe. Nous avons d'ailleurs un certain nombre de divergences théoriques. Notre aide est donc surtout organisationnelle.

FS – Comment se sont déroulées ces élections ?

V.V. – Il nous faut un peu entrer dans les détails électoraux. Les UFV se sont alliées avec les Verts est-allemands, parti qui s'est constitué de façon tout à fait indépendante des Verts de l'Ouest. Bundnis 90 (qui comprend Neues Forum, De-

mokratie jetzt...) et les Verts ont formé une fraction pour les élections à la Chambre du peuple (une fraction est un regroupement des forces qui a plus de droits qu'un parti). Cette fraction a obtenu 20 sièges (de 3 à 4%). Il était entendu avec les Verts que les UFV obtiendraient un tiers des sièges contre deux tiers des sièges pour les Verts. Or une fois les élections passées, les Verts ont refusé de respecter leurs engagements. Malgré la protestation des AL et des Verts ouest-allemands, les UFV n'ont pas les sièges auxquels elles avaient droit. Pour les élections communales du 6 mai, elles s'allieront avec un autre parti, les Vereinigte Linke.

FS – Votre travail avec les UFV a d'autres buts, quels sont-ils ?

V.V. – Dans la perspective d'une Allemagne prochainement réunifiée, nous avons intérêt à coordonner nos actions. Notre histoire est différente, mais notre avenir est commun. Et si les femmes à l'Est ont beaucoup à perdre, nous avons beaucoup à gagner de leur collaboration. Nous ferons tout notre possible pour que les acquis légaux des femmes de l'Est deviennent le lot de l'Allemagne réunifiée. Dans une perspective plus pessimiste, nous allons aider les femmes de l'Est dans leur lutte pour la préservation des acquis, car avec l'introduction de l'économie libérale, elles risquent d'être les cibles privilégiées des coupes sociales. (tb)